

*Budget—M<sup>lle</sup> MacDonald*

Finances s'emploie à émettre des obligations pour financer d'autres programmes que ceux de l'habitation et raréfie ainsi l'argent. Ces sommes auraient pu être consacrées au Programme d'aide à l'acquisition d'une maison, programme que le ministre d'État chargé des Affaires urbaines tient beaucoup à élargir. Le ministre cherche des boucs émissaires. Peut-être devrait-il s'en prendre d'abord à son collègue des Finances dont les politiques ont contribué à l'érosion des marchés hypothécaires.

Comme je l'ai souvent dit l'habitation est aux prises avec un problème d'offre et un problème de coûts. Le ministre des Finances ne s'est attaqué ni à l'un ni à l'autre dans son budget. Vendredi dernier, le ministre d'État chargé des Affaires urbaines a abordé le problème de l'offre, mais sans aborder celui des coûts. Nous avions espéré que son collègue des Finances s'attaquerait dans son budget aux problèmes des coûts, c'est-à-dire au loyer élevé de l'argent, à la pénurie d'argent, au prix élevé des terrains, et mettrait ainsi fin à ses difficultés. Il a été déçu, comme bien des Canadiens. Les deux ministres doivent certainement se rendre compte qu'en ce qui concerne les coûts, le problème qui inquiète le plus les constructeurs et les acheteurs est manifestement le coût des hypothèques. A cause des taux hypothécaires élevés, le constructeur hésite à bâtir des logements car il sait qu'il ne pourra les vendre ou les louer avec profit.

Et si le ministre pense que c'est par préjugé que je fais ressortir les insuffisances de son budget devant la crise du logement, je me permettrai de citer les réactions de critiques plus objectives. Voici ce que disait, le 24 juin de cette année, le lendemain de la présentation du budget, Arthur Mingay, président de la Canada Trust Company:

Le prix moyen des maisons grimpera d'environ 15 p. 100 cette année. Le financement hypothécaire deviendra vraisemblablement plus onéreux parce que le taux d'intérêt nécessaire pour susciter des dépôts à terme augmentera.

Et il ajoutait plus loin:

Avec une forte demande et une offre bien inférieure à notre potentiel réel, une pénurie de maisons et de logements locatifs est inévitable, et durera probablement tout le reste des années 70.

Et voici ce que disait, le 24 juin 1975, le lendemain encore de la présentation du budget, le Conference Board du Canada dans son exposé intitulé «Economic Implications of the Federal Budget»:

Mais le stimulant ici, dans la mesure où il joue réellement, va vraisemblablement opérer davantage sur la demande que sur l'offre de nouveaux logements—et il est concevable qu'il pourrait entraîner encore plus rapidement l'économie vers une grave pénurie de logements au cours de l'année prochaine. On ne s'est pas directement attaqué dans le présent budget au problème clé de trouver un stimulant accru pour agir sur l'offre de nouveaux logements.

Ces déclarations émanent de critiques intéressés et objectifs, et pourtant le ministre d'État chargé des Affaires urbaines a eu vendredi l'audace de tenir les propos suivants:

Les choses sont différentes actuellement, car les constructeurs, conscients de l'existence de moyens financiers et d'un marché, construisent avec succès de bonnes maisons destinées à ces catégories; ils ont abandonné la construction de maisons que les Canadiens ne peuvent s'offrir.

Quelle blague! Dans quel monde chimérique le ministre vit-il? Qu'est-ce qui a bien pu le pousser à dire vendredi dernier:

Ce sont des programmes pour lesquels on fait la queue. Leur succès a été renversant.

Quand il dit que le succès de ces programmes a été phénoménal, il ferait mieux de regarder plutôt le succès qui fait qu'il lui manquera 50,000 unités de logement cette

[M<sup>lle</sup> MacDonald.]

année pour atteindre à l'objectif qu'il s'était fixé, laissant ainsi des centaines de milliers de Canadiens dans des logements exigus et médiocres. Quand le ministre d'État aux Affaires urbaines va-t-il prendre ce problème au sérieux? Dans sa recherche incessante de boucs émissaires, le ministre a également irrité les provinces vendredi lorsqu'il a déclaré que celles-ci n'avaient utilisé que 54 p. 100 des crédits que leur avait accordés la SCHL, les pressant de les employer. Cette critique implicite selon laquelle les provinces seraient responsables de cette situation est non seulement injuste mais trompeuse et méchante. Le ministre sait pertinemment que les provinces ont exhorté le gouvernement fédéral à leur accorder un plus long délai de trois à cinq ans, pour qu'elles puissent planifier leurs programmes afin de tirer le meilleur parti de ces crédits, mais le gouvernement refuse d'accéder à cette demande pourtant très raisonnable.

En outre, le ministre sait fort bien que les programmes à frais partagés doivent en dernier ressort être approuvés par la SCHL, mais la paperasserie, les formalités administratives, l'absence totale d'un sentiment d'urgence dans la citadelle de la SCHL contribuent davantage à empêcher les provinces de profiter de tous les crédits qui leur sont alloués que leur lenteur à agir, comme semble l'insinuer le ministre. Loin de moi l'idée de reprocher à la Société d'abuser de ses pouvoirs mais je trouve très étrange que 80 p. 100 ou plus de ses propres programmes de prêts directs soient approuvés par elle tandis que seulement 54 p. 100 de ceux des provinces le sont. On se demande donc si le ministre et le président de la SCHL s'efforcent de défendre leurs propres intérêts au détriment des provinces.

Nous devrions certes pouvoir nous attendre à plus de bon sens et à plus de compréhension face à la crise du logement que n'en ont montrés le ministre dans son discours de vendredi, ou le ministre des Finances dans son budget, plus exactement dans ses propositions concernant l'habitation. Le plus décevant, devant l'insuffisance des mesures que propose le ministre à l'égard du logement, c'est qu'il s'agit là du seul secteur économique où d'importants stimulants auraient permis de résoudre le double problème de l'inflation et du chômage. L'augmentation du nombre de logements aurait un effet déflationniste. A vrai dire, si le nombre des habitations n'augmente pas de façon importante, les prix continueront sans aucun doute à augmenter. De plus, des milliers de chômeurs auraient pu trouver du travail si l'industrie du logement avait reçu plus d'encouragement.

Quelle stimulant avons-nous eu? Le ministre nous a promis 200 millions de dollars, montant qu'il avait ramené à 125 millions de dollars avant la fin de son discours. C'est très typique. Ces 125 millions de dollars doivent stimuler l'industrie de la construction résidentielle et doivent être répartis entre plusieurs programmes et de nombreuses provinces. Ce montant est nettement inférieur à la somme réclamée par les provinces en janvier pour les logements sociaux uniquement. Il permettra peut-être 5,000 mises en chantier, alors qu'il en faut 50,000. Quelqu'un, le ministre des Finances, le premier ministre (M. Trudeau) ou le ministre d'État chargé des Affaires urbaines peut-il expliquer pourquoi le gouvernement a décidé de ne consacrer que 200 millions de dollars au logement alors qu'il a jugé bon d'en consacrer 285 à ce programme de patronage social et d'emploi appelé programme d'initiatives locales? Quelqu'un peut-il expliquer un si mauvais agencement de priorités? Il existe des priorités et j'aimerais les donner au ministre. Il faut alléger le fardeau des taux d'intérêt élevés, accroître le nombre des mises en chantier, accroître